



## PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER  
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-EM / n° 2004-81  
Affaire suivie par M. Evrard  
☎ 03.21.21.21.53  
☎ 03.21.21.23.04  
michel.evrard@pas-de-calais.pref.gouv.fr

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Communes de CONCHIL-LE-TEMPLE et WABEN

EXPLOITATION D'UNE CARRIERE

HOLCIM GRANULATS

ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

*1 r*  
*Garantis à M. Le Cher*  
*du G.S. de: Littray*  
*le 14/6/04*  
*Le Directeur*

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux extraits;

VU la circulaire du 2 juillet 1996 relative à l'application de l'arrêté ministériel précité;

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement;

VU la circulaire du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières;

VU la demande présentée par la société HOLCIM GRANULATS de renouvellement partiel de l'autorisation d'exploiter et d'extension d'une carrière de sables, graviers et galets sur le territoire des communes de CONCHIL-LE-TEMPLE et WABEN ; et de régularisation administrative d'une

installation de traitement des matériaux issus de la carrière;

VU les plans, documents et renseignements ainsi que l'étude d'impact joints à la demande précitée;

VU les arrêtés préfectoraux des 28 août 2000 et 15 octobre 2002 portant ouverture d'une enquête publique sur l'exploitation dont il s'agit;

VU les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée à cette enquête publique;

VU l'avis des commissaires-enquêteurs;

VU les délibérations de la commune de CONCHIL-LE-TEMPLE en date des 10 octobre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 14 novembre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU la délibération de la commune de FORT-MAHON-PLAGE en date du 11 décembre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU la délibération de la commune de GROFFLIERS en date du 10 octobre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux);

VU la délibération de la commune de VERTON en date du 29 novembre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU la délibération de la commune de WABEN en date du 4 novembre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux);

VU les avis de M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date des 26 septembre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 28 janvier 2003 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU les avis de M. le Chef du Service départemental d'Incendie et de Secours en date des 26 septembre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 10 octobre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU les avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date des 5 octobre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 12 novembre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU l'avis de M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 6 septembre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux);

VU les avis de M. le Chef de la Mission Inter-Services de l'Eau en date des 15 septembre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 19 décembre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU les avis de M. le Directeur régional de l'Equipement en date des 17 octobre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 14 novembre 2002 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU les avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement en date des 8 novembre 2000 (régularisation administrative de l'activité de traitement des matériaux) et 6 décembre 2002 et 6 novembre 2003 (renouvellement partiel et extension de la carrière);

VU l'avis de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 4 février 2004;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 18 février 2004;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières du 2 mars 2004 à la séance de laquelle l'exploitant était présent;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire en date du 8 mars 2004;

VU la lettre de l'exploitant en date du 17 mars 2004;

VU l'arrêté n° 04-10-106 du 2 février 2004 portant délégation de signature;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie le présent arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que la Société HOLCIM GRANULATS a prévu les mesures propres à réduire l'impact de son installation sur l'environnement et à limiter les risques ;

# ARRETE

## CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 – PORTEE DE L'AUTORISATION

#### **1.1 – Activités autorisées**

La Société **HOLCIM GRANULATS** dont le siège social est situé 75, Avenue du Peuple Belge à LILLE, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de **CONCHIL-LE-TEMPLE** et **WABEN**, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	A - D ou NC
Exploitation d'une carrière au sens de l'article 4 du Code Minier	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables, graviers et galets sur une surface autorisée de 37ha 47a 87ca dont 19 ha voués à extraction et une profondeur de 6 m	250 000 t/an et un volume maximal extrait de 941 500 m <sup>3</sup> sur 10 ans	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Installation de traitement des matériaux : 333 kW	Puissance installée : 333 kW et capacité de traitement de 200 000 t/an	2515-1	A
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier de réparation et d'entretien des véhicules	530 m <sup>2</sup>	2930-b	D
Installations de distribution de liquides inflammables	Installation de distribution de carburant (fuel)	Citerne de 7 000 l débit : 3 m <sup>3</sup> /h soit 0,6 m <sup>3</sup> /h pour la catégorie de référence	1430 1432 1434	NC

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont :

- 250 000 t/an pour l'extraction ;
- 200 000 t/an pour le traitement des matériaux.

Le volume maximal extrait autorisé est de 941 500 m<sup>3</sup> sur la durée de l'autorisation.

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles reprises dans les tableaux 1 et 2 ci-après, et représente une superficie d'environ 37 ha. Il est repéré par le périmètre (B1 à B32 pour "Le Pavillon" et B50 à B94 pour "Le Pas d'Authie") figurant sur les plans joints, qui constituent les annexes 1 et 2 au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre, celui voué à extraction PE représente une superficie de 33 ha (14 ha ayant déjà été exploités, 12,4 ha pour le secteur "Le Pas d'Authie" et 6,6 ha pour le secteur "Le Pavillon" restant à exploiter). Il est repéré par le périmètre (P1 à P28 pour "Le Pavillon" et P50 à P92 pour "Le Pas d'Authie") figurant en pointillés sur les plans joints qui constituent les annexes 1 et 2 au présent arrêté.

**PARCELLES CONCERNEES PAR LE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION (TABLEAU 1)**

Commune	N° Parcelle	Section	Surface	Lieu-dit
Conchil-le-Temple	61	AM	6ha 26a 31ca	Le Pavillon
	62			
	63			
	64			
Waben	236	AB	6ha 78a 59ca	La Foraine d'Authie
	242			
	243			
	244			
	245			
		TOTAL	13ha 04a 90ca	

**PARCELLES CONCERNEES PAR L'EXTENSION D'AUTORISATION (TABLEAU 2)**

Commune	N° parcelle	Section	Surface	Lieu-dit
Conchil-le-Temple	- Une partie de la parcelle 41	AH	21ha 55a 80ca	Le Pas d'Authie
	55			
	56			
	57			
	- Une partie de la parcelle 58	AM	2ha 87a 17ca	Le Pavillon
	- Une partie de la parcelle 62			
	65			
	154			
		TOTAL	24ha 42a 97ca	

Les matériaux extraits sont stockés sur les parties des parcelles AM 61 à 64 représentant une superficie de 2 ha.

Les installations de traitement sont situées sur les parcelles 65 P et 154 P sur le territoire de la commune de Conchil-le-Temple et représentent une superficie de 3 ha.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 10 ans pour la carrière.

L'extraction de matériaux commercialisable n'est plus réalisée au-delà du délai de 9 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté sauf dans le cas du renouvellement de

l'autorisation d'exploiter.

L'extraction autorisée concerne les sables, graviers et galets.

L'exploitation est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique travaillant en rétro depuis le toit du gisement. L'extraction est réalisée avec une pente variant entre 30 et 45° sous eau.

La remise en état du site, coordonnée à l'avancement de l'exploitation, consiste en un talutage des berges et en un aménagement des abords des plans d'eau.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints respectivement en annexes 3, 4 et 5 au présent arrêté.

## **ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1 – Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### **2.2 – Respect des engagements**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

### **2.3 – Dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code Forestier**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1 ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Elle ne vaut pas non plus autorisation de défrichement.

## **CHAPITRE II – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

## **ARTICLE 3 – INFORMATION DU PUBLIC**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de

l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **ARTICLE 4 – BORNAGE**

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :

1. les bornes (B1 à B32 et B50 à B94) matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA, telles que figurant sur les plans joints en annexes 1 et 2 au présent arrêté. (Au minimum 1 borne tous les 50 mètres dans les lignes droites, voir tous les 100 m le long des routes).
2. un piquetage (P1 à P28 et P50 à P92) matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur les plans joints en annexes 1 et 2 au présent arrêté.
3. des bornes de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après. L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes, et organise si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
4. une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent autour de toutes les zones dangereuses de travaux d'exploitation, notamment les accès aux fronts d'exploitation et aux plans d'eau.

#### **ARTICLE 5 – PROTECTION DES EAUX**

Avant le début de l'exploitation, un réseau de dérivation constitué de merlons et/ou de fossés empêchant les eaux de ruissellement, d'atteindre la zone en exploitation, est mis en place à la périphérie de cette zone.

Les eaux drainées par ces fossés rejoignent la Course pour ceux situés à l'est du site, le ruisseau de Fliers ou l'Authie pour ceux situés à l'ouest.

##### **5.1 – Réseau de surveillance des eaux souterraines**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant constitue en liaison avec un hydrogéologue et après avis de l'inspection des installations classées, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval de la carrière par rapport au sens d'écoulement de la nappe ;
- un puits de contrôle en amont.

#### **ARTICLE 6 – ACCES A LA VOIRIE PUBLIQUE**

Avant le début de l'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. L'accès sur la R.D. 940 est étudié en liaison avec la commune de CONCHIL LE TEMPLE et le gestionnaire de la voirie (Conseil Général du PAS DE CALAIS – Unité départementale d'ETAPLES).

## **ARTICLE 7 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

Après la réalisation des aménagements prescrits ci-avant aux articles 3 à 6, l'exploitant adresse au Préfet en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1 133 du 21 septembre 1977. Elle est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre VII.

### **CHAPITRE III – CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

## **ARTICLE 8 – DECAPAGE**

### **8.1 – Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation et est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales constituant l'horizon humifère d'une épaisseur d'environ 50 cm, des autres matériaux.

L'horizon humifère représentant un volume global de 5000 m<sup>3</sup> est stocké sous forme de merlons en périphérie de l'exploitation sur une hauteur maximale de 3 m, et réutilisé pour la remise en état des lieux.

Les stériles constitués de matériaux minéraux naturels représentant un volume total de 100 000 m<sup>3</sup> (issus des travaux de découverte du site) sont également stockés en merlons pour être réutilisés dans leur totalité pour la remise en état finale du site.

### **8.2 – Patrimoine archéologique**

Trois mois au moins avant le début des travaux de décapage et ce, pour chacune des phases d'exploitation, l'exploitant informe par courrier le Service Régional de l'Archéologie de la date et du lieu de début des travaux.

En application de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, toute découverte fortuite d'objet fait l'objet d'une déclaration au Maire de la commune. Les objets trouvés sont conservés par l'exploitant ou le propriétaire des terrains, sous sa responsabilité, dans l'attente de la venue des représentants des services concernés.

Si des vestiges sont mis à jour lors des opérations de sondage ou d'exploitation, l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour les préserver.

Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée à l'inspecteur des installations classées.



## **ARTICLE 9- EXTRACTION**

### **9.1 – Epaisseur d'extraction**

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 6 m dont 50 cm de terres de découverte.

Le gisement à exploiter sur le secteur Le Pavillon s'étend sur une surface de 6,6 hectares et sur une épaisseur de 5 mètres (hors d'eau et en eau). Pour Le Pas d'Authie, la surface exploitable représente 12,4 hectares sur une épaisseur variant de 2 à 3 mètres hors d'eau et de 4 à 6 mètres en eau.

Elle ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de + 1 mètre.

## **ARTICLE 10 – ETAT FINAL**

### **10.1 – Elimination des produits polluants en fin d'exploitation**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

### **10.2 – Remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au delà du délai de 9 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact et du complément apporté par l'étude « Proposition de réaménagement écologique et paysager » de la société ECOSPHERE en avril 2003, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille par purge de tout élément instable, talutage des berges à une pente de 30° maximum (mesurés à compter de l'horizontale),
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- remblayage et reprofilage réalisés par des matériaux naturels issus du site selon les modalités définies par l'étude ECOSPHERE,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

## **CHAPITRE IV – SECURITE DU PUBLIC**

### **ARTICLE 11 – CLOTURES ET ACCES**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### **ARTICLE 12 – ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS**

Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

## **CHAPITRE V – PLANS**

### **ARTICLE 13 – PLANS**

Un plan à l'échelle 1/5000<sup>ème</sup> à la superficie est établi.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;

- la position des ouvrages visés à l'article 13 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le(s) borne(s) de nivellement visés à l'article 4 ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte...
- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux, ...

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE VI – PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **ARTICLE 14 – LIMITATION DES POLLUTIONS**

La carrière et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres. L'emploi d'herbicides vis à vis de *pseudognaphalium luteo-album* est interdit.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Un revêtement (type enrobés) de la plate-forme et des voies d'accès est réalisé afin de faciliter leur nettoyage.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1.1 doit être réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route.

## **ARTICLE 15 - PRELEVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX**

### **15.1 – Prévention des pollutions accidentelles**

**15.1.1** – Le ravitaillement, l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est située sur la parcelle 65 de la commune de CONCHIL LE TEMPLE figurant sur le plan en annexe 1.

**15.1.2** – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 L, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 L ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 L.

La capacité de rétention ne peut pas être vidangée gravitairement ou par pompe à fonctionnement automatique.

**15.1.3** – Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés, et doivent être éliminés comme les déchets.

### **15.2 – Prélèvements d'eau au milieu**

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

La protection sanitaire du réseau public est assurée par clapets de non-retour contrôlable de type EA conformes à la norme NF/Antipollution après le compteur.

### **15.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

#### **15.3.1 – Eaux de procédés des installations**

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement de matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Après passage dans les installations, cette eau est rejetée dans le bassin de décantation (cf. 15.3.2).

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

### **15.3.2 – Eaux rejetées : eaux pluviales**

Les eaux canalisées (eaux pluviales uniquement) rejetées dans le milieu naturel sont traitées par un ou plusieurs dispositifs de type débourbeur/séparateur hydrocarbures afin de respecter les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 30 mg/l (norme NFT 90105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101);
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90114);

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

### **15.3.3 – Les eaux vannes**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur. Les dispositifs d'assainissement autonome sont agréés par l'autorité municipale dans les conditions définies par l'arrêté interministériel du 6 mai 1996.

## **15.4 – Pollution accidentelle**

L'exploitant doit établir un plan d'alerte et de résorption de la pollution en cas de déversement accidentel de produits liquides, polluants pour l'eau, ou d'incendie, dans la carrière et ses abords.

Notamment afin d'éviter un écoulement accidentel d'hydrocarbures provenant de fuites sur les réservoirs des engins de chantier, des fûts de dépollution sont disponibles sur le site et permettent la récupération rapide des produits avant évacuation et traitement par une entreprise agréée.

## **ARTICLE 16 – POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **16-1 principe**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

### **16-2 rejets**

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kilopascals, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières de gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup>. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Le débit des effluents gazeux est inférieur à 10 Nm<sup>3</sup>/h et son flux d'émissions des poussières inférieur à 0,1 kg/heure.

Le débit de cet effluent et son flux de poussière est contrôlé 365 fois par an, selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

## **ARTICLE 17 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

### **17.1 – Accessibilité aux secours**

La desserte du site doit être assurée par une voie engins qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 3 m ;
- hauteur disponible : 3,50 m ;
- force portante : 130 kN (90 kN sur l'essieu arrière et 40 kN sur l'essieu avant) ;
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 m ;
- surlargeur dans les virages :  $S : 15/R$  pour des virages de rayon R inférieur à 50 m ;
- pente inférieure à 15 %.

## **17.2 – Défense contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En particulier, le site est doté d'extincteurs appropriés aux risques à défendre.

Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et la conduite à tenir en cas de sinistre.

Les mesures préventives envisagées pour garantir la sécurité conformément à l'étude des dangers jointe au dossier, doivent être respectées.

La défense extérieure contre l'incendie sera réalisée au moyen d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> réalisée conformément à la Circulaire interministérielle n° 465 du 10.12.1951. Cette réserve sera accessible en tout temps par les engins d'incendie (voirie avec portance minimum de 130 kN), implantée à plus de trente mètres du bâtiment.

Auprès de cette réserve seront aménagées deux aires d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (4m x 8m) minimum, accessibles en tout temps par les engins d'incendie (voirie avec portance minimum de 130 kN). Celles-ci comprendront un puisard d'aspiration de diamètre 800 mm minimum avec un carré de manœuvre, vanne d'ouverture/fermeture et système de vidange des eaux. Ce puisard aura une contenance minimum de 2 m<sup>3</sup>.

Le positionnement de la réserve sera arrêté en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais.

Un interrupteur général bien signalé sera installé à proximité d'une sortie permettant de couper le courant dès la cessation du travail.

Les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, fuel...) seront signalés par des plaques indicatrices de manœuvre.

## **ARTICLE 18 – LIMITATION DES DECHETS**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols,

infiltrations...).

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

## **ARTICLE 19 – BRUITS ET VIBRATIONS**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23.01.1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23.07.1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **19.1 – Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

### **19.2 – Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc....) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

### **19.3 – Définition des niveaux acoustiques**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h sauf les dimanches et jours fériés
Point de mesure		
Limite de propriété	70	Activité non autorisée



L'exploitation de la carrière est interdite les dimanches et jours fériés

Les émissions sonores de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

#### **19.4 – Contrôles**

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats de l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation

### **ARTICLE 20 – MODE DE TRANSPORT**

La circulation des camions et des tracteurs de benne liée à l'activité de la carrière est limitée aux jours ouvrables (lundi au vendredi) et de 8 h 00 à 17 h 30.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules sortant du périmètre PA cité à l'article 1.1, ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- ni d'envols de poussières,
- ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques,
- ni d'une section dangereuse.

ARTICLE 21 – MONTANT

La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint en annexe II au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de :

Période considérée	Montant de la garantie financière en euros (TTC)	Surface remise en état au début de la période considérée en ha	Surface remise en état à l'échéance de la période considérée en ha
Phase 1 Date de notification du présent arrêté d'autorisation – date de notification du présent arrêté d'autorisation + 5 ans	241 217	0	21,56
Phase 2 Date de notification du présent arrêté d'autorisation + 5 ans - date de notification du présent arrêté d'autorisation + 10 ans	105 236	21,56	37,48

ARTICLE 22 – NOTIFICATION

L'exploitant met en place avant le début de l'exploitation, les aménagements prévus aux articles 3 à 6 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 7 du présent arrêté, et le document établissant la constitution des garanties financières dans la forme définie par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées la valeur de l'indice TP01 établi à partir d'un ouvrage faisant foi à la date de la notification de cet arrêté préfectoral dans un délai d'un mois après celui-ci.

## **ARTICLE 23 – RENOUELEMENT**

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois minimum avant leur échéance.

## **ARTICLE 24 – ACTUALISATION DU MONTANT**

Le montant des garanties financières est actualisé à chaque période visée à l'article 21 et compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à celles mentionnées à l'article 21, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état, et une modification du montant des garanties financières. Cette demande sera accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

## **ARTICLE 25 – ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 1.3° du Code de l'Environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitation est tenue d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **ARTICLE 26 – APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions applicables à cette exploitation de carrière -  
terril en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue

à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;

- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions applicables à cette exploitation.

#### **ARTICLE 27 – REMISE EN ETAT NON CONFORME**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

### **CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **ARTICLE 28 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. En particulier, le droit de disposer des matériaux reste régi par des dispositions du Code Civil.

#### **ARTICLE 29 – HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

#### **ARTICLE 30 – DECLARATION DES ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 31 – MODIFICATION DU DOSSIER**

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 32 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté, est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé à Monsieur le Préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant ;
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire ;
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire ;
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

### **ARTICLE 33 – ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX**

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux, et six mois au moins avant, soit la date d'expiration de l'autorisation, soit la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au préfet l'arrêt définitif de son installation, (ou ses installations) en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et comportant en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant ;
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement ;
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Ce mémoire explicite le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies dans les actes préfectoraux la réglementant.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

### **ARTICLE 34 – SANCTIONS**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanctions prévues par le Code de

l'Environnement (Livre V – Titre I).

### **ARTICLE 35 - PUBLICITE**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Une copie est déposée aux Mairies de CONCHIL-LE-TEMPLE et WABEN pour y être consultée. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché aux Mairies listées ci-dessus ; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de Messieurs les Maires de ces mêmes communes.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal, général ou régional ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

### **ARTICLE 36 - VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, devant le Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prescrite par l'article 7 pour l'exploitation de carrière.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 37 - EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Messieurs les Maires de CONCHIL-LE-TEMPLE et WABEN et Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Madame la Sous-Préfète de Montreuil/Mer, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture, Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipement, de l'Agriculture et de la Forêt et des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Président du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale.

ARRAS, le 2 avril 2004

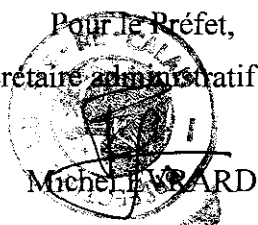
Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale Adjointe,

Signé: Chantal CASTELNOT

### **Pour ampliation:**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire administratif délégué,

  
MICHEL LEBARDE

**Ampliatiions destinées à :**

- M. le Directeur de la société HOLCIM GRANULATS
- Mme la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER
- MM. Les Maires de CONCHIL-LE-TEMPLE et WABEN
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Directeur régional de l'Environnement
- M. le Directeur départemental de l'Equipement
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Président du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale
- Dossier

## ANNEXES

ANNEXE 1 : - Limite d'autorisation préfectorale - Limite d'exploitation et matérialisation  
secteur "Le Pavillon"

ANNEXE 2 : - Limite d'autorisation préfectorale - Limite d'exploitation et matérialisation  
secteur "Le Pas d'Authie"

ANNEXE 3 : Plan de phasage d'exploitation – secteur "Le Pas d'Authie"

ANNEXE 4 : Plan de phasage d'exploitation – secteur "Le Pavillon"

ANNEXE 5 : Plan de remise en état